

La durée du mouvement social actuel, qui n'est pas prêt de s'arrêter, est en train d'ébranler Macron

Malgré la désinformation quotidienne de la presse et du gouvernement, la grève des cheminots continue et ne recule pas à tel point qu'aucune organisation syndicale n'a osé quitter le mouvement, surtout après le vote à 95% des cheminots contre la réforme du rail.

Le mouvement des cheminots tient bon après deux mois parce que le ras-le-bol contre Macron et son monde est de plus en plus partagé et entretient partout un mouvement de contestation bien vivant. Les salariés en colère se battent pied à pied dans de nombreux endroits contre les mesures antisociales de Macron ou contre l'avidité des patrons : la lutte des travailleurs de la santé continue, dans de nombreux hôpitaux, EHPAD, cliniques, celle des salariés du commerce aussi, chez Carrefour notamment, celle des postiers encore, et puis il y a aussi les luttes de pompiers, d'agents territoriaux, de retraités, de salariés du privé pour les salaires, les conditions de travail, l'emploi, c'est encore la lutte des migrants, des sans-papiers qui continue... et toutes les myriades d'autres luttes en cours, dans le privé comme dans la Fonction publique tandis que celles de la jeunesse qui, des étudiants aux lycéens, ne sont pas prêts de s'arrêter.

La répression dont sont victimes les jeunes, les syndicalistes, les migrants, ceux qui les soutiennent et plus largement tous ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement ne décourage pas mais au contraire accroît les mécontentements.

Bien sûr, on pourrait avoir le sentiment que rien n'arrête Macron, que le mouvement actuel n'y arrive pas car à aucun moment, on n'a été appelé à faire grève tous et toutes ensemble le même jour, et à continuer le lendemain et encore le surlendemain, seul moyen de bloquer l'économie une bonne fois pour toutes et de faire reculer le gouvernement.

Mais le mouvement actuel est inscrit dans la durée et cette durée est en train d'ébranler Macron. Déjà des voix des patrons dans la presse s'élèvent parce que Macron n'arrive pas à arrêter ce mouvement qui gêne les affaires, qui dure sous une forme ou une autre depuis deux ans et demi, depuis mars 2016 et qui entretient un climat de contestation dans les entreprises.

Car des milliers de cheminots, postiers, lycéens, étudiants, militants syndicalistes ou non se sont engagés dans bien plus qu'une grève ponctuelle. Et à force de durer, même sans volonté des confédérations syndicales et des partis, les révoltes, les mécontentements se rejoignent, s'alimentent et deviennent l'affaire de tous. Ils posent la question du combat commun qu'il s'agit de construire, l'unité des salariés, des jeunes, des privés d'emploi dans la rue, dans les grèves... Cette maturation continue et elle fait réellement peur aux patrons.

Le mois de juin, l'été pourraient bien être agités, la rentrée de septembre encore plus.



DES CRS POUR DÉBLOQUER UN PIQUET DE GRÈVE À U LOGISTIQUE

80 grévistes sur les 200 employés du secteur frais de U-Log sont en grève depuis mardi dernier contre les dégradations de leurs conditions de travail. Ils refusent une réorganisation qui modifierait leur rythme de travail d'équipe et qui les rendrait « multi-tâches ». Ils filtrent le passage des camions jour et nuit. Les CRS sont intervenus vendredi après-midi pour les empêcher de bloquer le passage des camions. La justice et la police sont main dans la main contre ceux qui tentent de se défendre contre les attaques de leurs patrons.

LA BAC HORS DES FACS !

Des lycéens de 7 établissements de Strasbourg ont manifesté ensemble vendredi dans la ville. Puis ils ont voulu tenir une assemblée générale pour discuter de la suite de leur mouvement contre ParcoursSup, qui exclut des études après le bac les enfants des classes populaires. La BAC est arrivée et les a délogés du bâtiment. Comme le disent les manifestants (après Victor Hugo) Police partout, Justice nulle part !

MÊME MACRON, MÊME COMBAT !

Les cheminots de Mulhouse sont venus il y a 2 semaines donner un tract à l'usine. Ils se battent contre leur précarisation, contre la marchandisation du chemin de fer, pour que la SNCF reste un service public. Leur combat s'inscrit dans une résistance collective contre toutes les attaques que Macron nous envoie en rafale.

GIS, ÇA GROGNE

1180€ de salaire, c'est invivable. Plus de 200 personnes sont employées sur le site de Mulhouse par cette filiale de Gefco. En se réunissant pour évoquer ces difficultés, les salariés ont décidé d'un salaire de 1500€ net pour tout le monde, des postes supplémentaires, l'embauche des intérimaires, le transport en bus et la reconnaissance du métier logistique. En réponse la direction a tenté de mettre fin au contrat d'un intérimaire, puis a dû reculer dans la même journée suite aux menaces de grève pour défendre notre collègue. Notre force c'est la solidarité contre les directions, si on veut améliorer nos conditions de vie.

FIN DU SD : 500 PERSONNES À LA POUBELLE !

Ce week-end signait la fin de l'équipe SD et la fin du syst 2 avec la C4 et DS4 qui ne seront plus fabriquées. Pour les ouvriers c'est 500 contrats intérim détruits, avec pour avenir le chômage. La direction nous fait travailler des samedis au lieu de créer des postes pour assurer sa production en employant ces salariés.

BLESSÉ ET VIRÉ

En Mécanique B, un salarié vient de se faire licencier sous prétexte qu'il n'avait pas mis son cadenas sur une installation du secteur moyeux. En réalité la direction se débarrasse d'un salarié qui a eu un grave accident en 2017, dans lequel la responsabilité de la direction a été démontrée. Maintenant la direction de Mécanique cherche à cacher son forfait, tentant d'intimider les militants qui dénoncent ce licenciement scandaleux.

ON N'EST PAS DES KLEENEX !

Il y a un mois une intérimaire chutait dans une fosse au Montage. Blessée elle a été mise en accident du travail. A peine sortie de l'infirmierie, sa boîte intérim l'appelait pour lui dire que Peugeot avait mis fin à son contrat. C'est illégal ! Peugeot vire systématiquement les intérimaires qui sont en accident du travail avec arrêt, au mépris des lois.

RAS LE BOL DES SURCHARGES D'HORAIRE

Mardi dernier, jour de la réunion d'équipe, ils ont trouvé le moyen de nous coller quand même un overtime. Samedi, dimanche travaillés, pauses décalées, pauses tournantes, overtimes de 10 mn ou d'une heure pour la nuit, tout est bon pour produire. Ça commence à faire beaucoup et il serait grand temps qu'on se fasse entendre pour de bon.

CHAMPAGNE POUR LES UNS, FATIGUE POUR LES AUTRES

Dans la nuit de jeudi à vendredi, pour la première fois, la production a été atteinte. Dans les briefings ils ont juste oublié de dire que celle-ci a été atteinte, mais avec une heure de plus !

ON RIT CANTONNAIS

Le président de la région Grand Est vient de se rendre en Chine dans le cadre d'un partenariat. Dans un article de l'Alsace, ce partenariat est vanté avec comme exemple la construction de la chaîne dite premium de Mulhouse. La direction du site doit encore s'en mordre les doigts !

ÇA SENT LE PET-GAZ

Durant les nombreuses pannes de ces derniers mois, de la semaine 19 chômée ou des jours fériés, les camions livraient les pièces comme si de rien n'était. Résultat, des labyrinthes de pièces dans tous les secteurs et près de 2000 véhicules en zone de retouche. Ceux qui réfléchissent là-haut ont appelé cette crise « Pégase ». A PSA ils sont plus forts en mythologie grecque qu'en organisation du travail !

TOITURE PREMIUM !

Jeudi soir au Montage une inondation a eu lieu pendant l'orage, avec notamment de l'eau entre le CV et HC. L'occasion de vérifier que les trains AGV étaient plus lourds que l'eau et que donc, ils ne flottaient pas. Et vogue la galère.

AH ÇA IRA, ÇA IRA, ÇA IRA... ON LES PENDRA

La direction va faire travailler le samedi 14 juillet pour la TB, mais comme ce jour férié tombe un samedi, il ne sera donc pas rémunéré comme tel. Une bonne raison pour aller au bal plutôt qu'au bagne.

COPAINS COMME MACRON

Déjà première entreprise à utiliser les ruptures conventionnelles collectives, PSA n'a pas attendu bien longtemps pour être la première à vouloir remettre en cause les 35 heures en commençant par son site de Vesoul. Des débrayages ont déjà eu lieu pour empêcher ce nouveau recul qui risque de concerner dans l'avenir tous les salariés du groupe et au-delà. On l'aura compris, des lois préparées par Macron pour servir au mieux les véritables décideurs que sont les patrons.